



European social network  
réseau social européen  
europäisches soziales Netzwerk

# Bilan de l'année 2008

destiné aux membres

Travailler ensemble pour faire la différence

---

## European Social Network

Social Services in Europe

ESN est le réseau indépendant de services sociaux en Europe. Notre mission consiste à aider nos membres à changer la vie des personnes les plus vulnérables de nos sociétés par une offre de services sociaux de qualité. Pour y parvenir, ESN réunit, avec ses membres des services sociaux publics locaux à travers l'Europe, les intervenants clés de la conception et de l'offre de services de soins vitaux et d'aide en vue de partager les connaissances et de mettre les expériences et l'expertise au service de la construction d'une politique sociale efficace à la fois à l'échelon local et européen.



The European Social Network  
is supported by the  
European Commission

[www.esn-eu.org](http://www.esn-eu.org)

## Lettre du Directeur

Chers collègues et amis du Réseau Social Européen,

ESN a vu le jour il y a près de dix ans. Les organisations évoluent et changent constamment. Cependant, 2008 a été une année particulièrement importante pour notre Réseau. Nous avons été ravis d'accepter un partenariat à long terme avec la Commission européenne, lequel met ESN à l'abri jusque fin 2010 et très probablement au-delà.

L'échange de bonnes pratiques est resté au centre de nos activités en 2008 et nous avons même étendu les possibilités pour les membres de collaborer sur les problèmes actuels rencontrés par les services sociaux. Nous avons également renforcé nos capacités à influencer la politique à l'échelon européen et national.

Les soins des personnes âgées, l'inclusion active, les enfants et les familles ont été les trois thèmes essentiels de nos groupes de travail en 2008. Nous avons également commencé à examiner de nouveaux domaines grâce à deux séminaires. Le premier, qui s'est tenu au printemps, s'est penché sur les services sociaux en Europe centrale et orientale, tandis que le deuxième, qui a eu lieu à l'automne a porté sur une passation des marchés publics axée sur la qualité des services. Dans l'ensemble, 95 participants de 26 pays ont pris part aux groupes de travail et séminaires.

Pendant l'année 2008, nous avons également organisé la plus importante Conférence européenne des services sociaux à ce jour. Elle a eu lieu à Paris, a été préparée en collaboration avec la Présidence française de l'UE et a attiré 480 participants venus de 32 pays. Nous avons également été ravis d'accueillir 11 nouveaux membres de 7 pays en 2008. La liste complète de nos membres figure à la fin du présent document.

J'espère que vous aurez du plaisir à découvrir les activités que nous avons menées en 2008 et vous invite à garder le contact avec nous via notre newsletter électronique [www.esn-eu.org](http://www.esn-eu.org).

Le présent document est une version abrégée du Bilan de l'année 2008 destiné aux membres d'ESN disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.esn-eu.org/publications-and-statements](http://www.esn-eu.org/publications-and-statements).

John Halloran



Directeur

### Table des matières

1. <b>Groupes de travail</b>	Page 4
2. <b>Séminaires d'ESN</b>	Page 9
3. <b>Conférence européenne des services sociaux 2008</b>	Page 11
4. <b>Gouvernance</b>	Page 12
5. <b>Membres et adhésion</b>	Page 12

## 1. Les groupes de travail

---

“Participer au groupe de travail m'a permis de me rendre compte des similitudes et des différences entre les pays européens pour ce qui concerne les systèmes sociaux ; cela m'a fait réfléchir aux problèmes et aux meilleures solutions à leur apporter pour fournir des services de qualité” Un membre du groupe

---

Les groupes de travail permettent aux membres de travailler ensemble sur des questions prioritaires et d'établir des relations au cours d'une série de réunions. À travers ces groupes, les directeurs de services sociaux apportent une contribution nourrie de la pratique à certains domaines de la politique sociale européenne, ce qui participe à définir l'orientation future des services sociaux en Europe.

Vingt-trois représentants des membres d'ESN venus de seize pays ont participé à trois groupes en 2008. Les groupes comprennent des responsables de services stratégiques et opérationnels et des conseillers de haut rang du gouvernement, chacun ayant son expertise et expérience propres sur le sujet.

Les groupes font ressortir les différences existantes entre les systèmes et les structures des pays et soulignent les problèmes auxquels les services sociaux sont quotidiennement confrontés, tout en s'employant à protéger les personnes vulnérables et à leur permettre de se prendre en charge grâce à des services de qualité.

Pour avoir un aperçu des discussions qui se sont tenues dans les groupes de travail, lisez *Soins de longue durée pour personnes âgées* et *Inclusion active*.

Le groupe de travail traitant des enfants et des familles, comprenant des membres de la République tchèque, du Danemark, de France, de Hongrie, d'Irlande, d'Italie et d'Espagne, a commencé ses travaux en octobre 2008 et les terminera en avril 2009. Ses résultats figureront dans le Bilan de l'année 2009.

### Groupe de travail 1: Soins de longue durée pour personnes âgées

Prenant comme point de départ un séminaire tenu en juillet 2007 sur les soins de longue durée pour personnes âgées et la déclaration *People not Patients*, ESN voulait offrir à ses membres la possibilité d'étudier les problèmes qui se posent dans les services aux personnes âgées aujourd'hui ainsi que les perspectives. À cette fin, ESN a mis en place le groupe *Soins de longue durée* avec 9 praticiens de différents pays européens, qui se sont rencontrés tout au long de l'année 2008.

Les services sociaux publics locaux évaluent les besoins et les préférences des personnes âgées dépendantes, à la fois au niveau de la communauté et individuel. "Nous avons mené une série d'enquêtes auprès de personnes âgées dans toute la région et ce qui nous a le plus interpellé, a été le grand nombre d'entre elles disant se sentir seules et isolées. C'est pourquoi nous essayons à présent de mettre au point des services qui favorisent leur inclusion", explique Agnieszka Pierzchalska, de Basse-Silésie, en Pologne.

Au niveau individuel, cette évaluation est également fondamentale. Par exemple à la sortie de l'hôpital : "Il est très important que l'assistant social de l'hôpital noue le contact avec les personnes âgées et analyse leurs besoins de soins et sociaux", souligne Elisabeth Mejersjö, de Jönköping en Suède. Teresa Spaliviero, de la région de Vénétie, en Italie, acquiesce : "Il importe également que nous tentions de comprendre les anciennes relations sociales et familiales de la personne afin de mettre en place un réseau de soutien d'amis et de parents."

La vie la plus "ordinaire" peut être vécue chez soi, bien que ce ne soit pas le choix que tous privilégient. Les directeurs des services sociaux ont pour responsabilité de garantir qu'il y a une capacité suffisante de soins à domicile, de soins infirmiers, de résidences et de logements protégés pour personnes âgées, de façon à ce que celles-ci puissent faire le choix qui leur convient. Les choix politiques et stratégiques des autorités locales quant à ces cadres de soin et le fait qu'elles retiennent des services internes ou organisent plutôt une sous-traitance ou encore optent pour des services soutenus par des subventions déterminent les options à la disposition des personnes âgées s'agissant du lieu, de la façon et des personnes qui s'occuperont d'elles.

"Même si on pourrait dire que l'assurance-soins de santé de longue durée en Allemagne favorise la liberté de choix en mettant les ressources dans les mains de l'individu, certaines personnes âgées, influencées par leur famille, choisissent une maison de retraite plutôt que des soins à domicile", déclare Reinhard Pohlmann de la ville de Dortmund. "Opter pour une maison de retraite où l'on effectuera toutes les tâches à leur place peut signifier qu'elles vont perdre leur indépendance personnelle et les liens sociaux qu'elles auraient maintenus chez elles".

Toutefois, la période douloureuse du choix entre les soins à domicile et la maison de retraite passe, explique Stella Vidisdóttir, de Reykjavík, Islande : "Les gens qui déménagent dans des appartements où ils bénéficient de services et de sécurité sont prêts à sacrifier leur indépendance pour avoir ce sentiment de sécurité, ainsi que de la compagnie. Nous multiplions dès lors ce type de logement protégé pour répondre à la demande."

Dans un nombre grandissant de pays, toute une gamme d'organisations offre à présent des services sociaux qui étaient fournis auparavant par les municipalités. "Toutefois, quand une obligation publique est déléguée en partie ou en totalité à une autre organisation, elle reste une obligation publique", souligne Teresa Spaliviero. Cette responsabilité concerne non seulement la qualité des services, mais aussi l'utilisation responsable de l'argent public. "On ne peut pas brader le devoir de diligence", affirme Alexis Jay.

"À Stoke, nous lançons des mesures d'encouragement pour améliorer la qualité des services en passant par des contrats," déclare Steve Wilds. À Stoke, dans les contrats pour des soins à domicile, un prestataire de soins peut percevoir une prime de £500 (€600) en fonction de ses qualifications, de la satisfaction de l'utilisateur, de sa régularité et de sa ponctualité. Ce système est favorisé par un enregistrement obligatoire de tous les prestataires de services auprès d'une agence nationale qui contrôle les normes de soins. Reinhard Pohlmann exprime cependant ses préoccupations quant à l'insuffisance du suivi de ces contrats : "On peut établir des contrats et recevoir des rapports qui semblent excellents sur papier, mais le danger vient précisément de là. Trop souvent, les ressources nécessaires font défaut pour vérifier comment les choses fonctionnent dans la pratique."

Comment le groupe voit-il donc évoluer le rôle des services sociaux publics locaux ? Pour Teresa Spaliviero, ceux-ci sont des facilitateurs importants. "Ils définissent les systèmes de soins, renforcent les capacités de la communauté, facilitent l'entraide et investissent dans des coopératives". Luc Kupers acquiesce : "Puisque le secteur public intervient de moins en moins dans l'offre directe, notre nouveau rôle est de garantir la disponibilité des services. Par ailleurs, en Flandre, l'obligation de coordonner les différents acteurs de soins dans la communauté est inscrite dans la loi."

La responsabilité politique est importante ; celle-ci peut toutefois créer certaines tensions. "L'immédiateté du cycle électoral est telle qu'il est difficile de défendre un investissement prioritaire dans des lieux de réunion ou autres services pour favoriser un vieillissement sain et prévenir la dépendance", commente Reinhard Pohlmann.

Elisabeth Mejersjö évoque les menaces pesant sur ce type de services, en particulier dans le climat économique actuel, où les réductions budgétaires touchent habituellement les services non-essentiels : "Il se peut que si nous réduisons le financement destiné aux informations en matière de santé, aux visites de prévention ou aux garderies aujourd'hui, nous devions en payer un prix plus élevé demain, en devant organiser des soins liés à des situations qui auraient pu être évitées ou retardées par une intervention rapide."

Le groupe a également des craintes quant à l'image dans le public du travail social et des personnes âgées aujourd'hui. "Dans la période qui a suivi la chute du communisme en Pologne, les services sociaux étaient considérés comme un fardeau", explique Agnieszka Pierzchalska: "Les opinions évoluent, mais il est difficile de changer les attitudes des gens à l'égard de services qui profitent à une minorité."

Stella Vidisdottir établit un parallèle avec l'avenir des services sociaux : "Nous devons trouver les moyens d'attirer des jeunes qualifiés dans le secteur, tant des professionnels que des bénévoles." Alexis Jay continue dans le même registre : "Nous devons commencer à nous distancer de la prose négative comme la bombe à retardement démographique quand on parle des soins pour personnes âgées et commencer à voir les avantages du fait de vivre plus longtemps et plus sainement. Si nous en sommes capables dans les services sociaux et dans la société en général, alors nous serons sur la bonne voie."

Cliquez sur le lien suivant [www.esn-eu.org/long-term-care-for-older-people/](http://www.esn-eu.org/long-term-care-for-older-people/) pour la composition du groupe et de plus amples informations.

### **Groupe de travail 2 : Inclusion active**

**Afin de faire progresser les travaux précédents en matière d'activation sociale, ESN a lancé ce groupe de travail, qui examine le rôle en constante évolution joué par les services sociaux pour aider les personnes à (ré)intégrer la vie active et trouver des alternatives pour celles qui n'y arrivent pas. Tout au long de l'année 2008, le groupe a participé activement à l'élaboration de la politique au niveau européen, défendant la totale reconnaissance du rôle des services sociaux dans le concept de politique d'inclusion active à l'échelon européen.**

"Pour de nombreuses personnes, demander de l'aide est une première étape décisive, déclare Sari Toiviainen du service d'activation pluridisciplinaire d'Helsinki. Elle explique qu'il est essentiel que les services publics soient d'emblée des lieux accueillants. Les personnes qui se rendent dans les services sociaux peuvent être confrontées à de nombreux obstacles : une dépendance à la drogue ou à l'alcool, trouver un logement décent, organiser la garde des enfants, terminer des études ou une formation, ce qui contribue à leur exclusion sociale.

"Les gens n'ont pas seulement besoin d'un emploi ou d'allocations", reconnaît Sari : ils ont besoin d'une analyse globale de leur situation pour progresser dans la vie". Le processus d'activation doit commencer par une évaluation approfondie des besoins sociaux, de santé et d'instruction individuels de la personne. Des parcours personnalisés sont progressivement élaborés conjointement par les professionnels et les utilisateurs, ce qui donne l'occasion à ces derniers d'identifier leurs points forts et de comprendre leur potentiel.

"À Amsterdam, les usagers participent à des conseils d'usagers, qui font également intervenir des groupes associatifs et des représentants de la ville d'Amsterdam," raconte Niels van Tent. Il pense qu'associer les gens à la prise de décision sur la configuration des services est utile pour l'ensemble de la population, mais aussi pour

chaque individu : "Cela améliore notre conscience civique. Au fond, il s'agit d'un processus dans lequel chacun a sa place".

Bien que l'activation en matière d'emploi ne relève habituellement pas de la responsabilité du travail social, les services sociaux publics locaux jouent actuellement un rôle important à cet égard. Le groupe souligne que la coordination est une des clés du succès de l'inclusion active : "Les services d'aide à l'emploi et les services sociaux ne peuvent bien fonctionner sans une coopération intelligente entre les services tels que ceux de l'éducation, du logement, de la santé et de l'accueil à la petite enfance", explique Rebecca Randell, du West Sussex County Council (Conseil de comté du West Sussex). "Nos usagers apprécient notre approche pluridisciplinaire", reconnaît Sari Toiviainen.

"Je pense que le niveau d'aide au revenu accordée à ceux qui sont incapables de travailler devrait être décent", souligne Matthias Schulze-Böing. Le groupe convient du fait que l'aide au revenu est un élément important de l'offre globale des services. Le fait d'octroyer les prestations sous conditions, si cela se fait de façon intelligente et sensible, peut fortement stimuler les usagers à poursuivre sur cette voie, explique-t-il.

Le groupe a reconnu qu'en toute objectivité, certaines personnes en régime d'activation n'obtiendront et ne garderont jamais un emploi. "Il est de notre devoir de soutenir leur inclusion sociale en dehors du marché du travail", déclare Niels van Tent. Quelle serait une issue souhaitable pour quelqu'un qui, pour une série de raisons complexes, n'occupera vraisemblablement pas un emploi classique. D'après Agnes Simonyi, "on ne peut mesurer le succès par rapport au seul critère employé-chômeur. D'autres objectifs importants pour les individus entrent également en ligne de compte : surmonter un problème de dépendance à l'alcool ou à la drogue, un sentiment d'utilité, des communautés de voisinage plus fortes."

Cliquez sur le lien suivant [www.esn-eu.org/active-inclusion/](http://www.esn-eu.org/active-inclusion/) pour la composition du groupe et de plus amples informations.

En décembre 2008, ESN a écrit aux ministres des gouvernements nationaux du Conseil emploi, politique sociale, santé et consommateurs (EPSCO) de l'UE

Monsieur, Madame le Ministre,

À la récente réunion du Conseil emploi, politique sociale, santé et consommateurs qui s'est tenue les 8 et 9 décembre, vous avez cautionné la Recommandation de la Commission européenne relative à l'inclusion active des personnes exclues du marché de l'emploi.

ESN salue la Recommandation de la Commission européenne, son approche globale et la visibilité qu'elle donne aux personnes les plus marginalisées sur le marché de l'emploi. En tant que directeurs des services sociaux et d'aide à l'emploi publics locaux, nous savons par expérience que les plus exclus nécessitent une aide intensive et bien coordonnée de la part des services sociaux, d'aide à l'emploi, de santé, de l'enseignement et fiscaux.

Nous craignons que le rôle spécifique des services sociaux publics locaux ne soit pas aussi visible dans la Recommandation que nous l'aurions souhaité. Toutefois, les services sociaux sont des acteurs incontournables pour accompagner les personnes les plus marginalisées sur le marché de l'emploi, qui sont souvent déjà des clients du travail social, à évoluer vers le marché du travail ou vers des formes alternatives de participation. L'expérience et l'expertise des services sociaux publics locaux en matière de mise en œuvre de stratégies d'inclusion active offrent une aide précieuse pour élaborer des politiques adaptées, qui vont dans la bonne direction.

C'est pourquoi nous demandons aux gouvernements nationaux de travailler en étroite collaboration avec les services sociaux publics locaux dès les premières étapes pour élaborer et mettre en œuvre des politiques efficaces dans ce domaine.

Réseau social européen  
10 décembre 2008

## 2. Séminaires d'ESN

### Séminaire de printemps. Renforcement des capacités, amélioration de la qualité : Des services sociaux en transition en Europe centrale et orientale

La transformation que vivent les services sociaux en Europe centrale et orientale depuis les années 1990 a été le sujet central du séminaire d'ESN qui a eu lieu en mai 2008. Organisé en collaboration avec la Présidence slovène de l'UE et l'Association des centres de travail social, le membre slovène d'ESN, il a attiré 60 participants de 23 pays.

Les participants ont visité les services sociaux destinés aux enfants et aux adultes et écouté plusieurs intervenants, dont le ministre slovène de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Famille, des représentants de la Commission européenne et du Comité de la protection sociale de l'UE, des fonctionnaires, des professionnels et des chercheurs indépendants venus de toute l'Europe.

Au cours de ces vingt dernières années, les nouveaux États membres ont connu des changements politiques, économiques et sociaux fondamentaux. Les services sociaux ont dû s'adapter à la nouvelle réalité tout en continuant leur travail avec les personnes vulnérables. Même si l'on s'accorde à reconnaître que ces changements ont des résultats positifs, plusieurs problèmes essentiels se sont dégagés du séminaire : la responsabilité démocratique locale concernant l'offre de services et les dépenses, la viabilité à long terme de l'offre et la diversification des prestataires.

Les participants ont estimé que la question des normes dans l'offre de soins devrait être abordée par les gouvernements. Ils ont souligné l'importance d'une inspection indépendante et de la transparence dans les procédures de passation des marchés publics et de sous-traitance car ce sont des aspects essentiels pour avoir des services de qualité, accessibles et s'adressant à tous.

Les participants ont exprimé leurs préoccupations quant à la lenteur de la désinstitutionnalisation. Environ un tiers des enfants roumains confiés vivaient dans des institutions ayant une capacité de plus de 100 lits, alors que la capacité moyenne en Bulgarie est de 124 lits. Des données de l'UNICEF et de l'UE/OMS révèlent une disproportion entre, par exemple, la Lettonie, où il y a 55-60 enfants placés de moins de trois ans sur 10.000 alors qu'il y en a entre 0 et 7 pour 10.000 au Danemark. Ce problème fondamental sera abordé par ESN lors d'un séminaire qui aura lieu au printemps 2009 sur les transitions des institutions de soins vers des structures communautaires de soins.

---

#### Propos de quelques participants :

**“Il est impératif d'élaborer des normes pour la prestation des services assurés par la collectivité et les institutions spécialisées. Il serait utile que les nouveaux États membres restructurent leurs systèmes sociaux et développent leurs services conformément aux meilleures pratiques.”** *George Bogdanov, expert indépendant en inclusion sociale, Bulgarie*

**“La lenteur de la réorganisation des établissements de soins est due à la persistance de l'ancienne crainte (communiste) de vivre aux côtés des personnes défavorisées.”** *Laimute Zalimienne, Département d'aide sociale, Université de Vilnius*

**“Mon principal message est que l'apprentissage mutuel est très important. Par conséquent, il faut créer des possibilités de communiquer et d'évaluer les bonnes pratiques.”** *Uku Torjus, Département d'aide sociale et de soins de santé, Tallinn, Estonie*

---

Visitez la page [www.esn-eu.org/social-services-in-cee-overview](http://www.esn-eu.org/social-services-in-cee-overview) pour de plus amples informations et les présentations

## Séminaire d'automne : *Commissioning* pour la qualité des services

La façon dont nous fournissons les services change. Dans le cadre d'une passation de marchés publics (*commissioning*) stratégique, les services sociaux publics locaux établissent de nouvelles relations avec les prestataires de soins indépendants.

Reconnaissant les défis amenés à nos membres par cette nouvelle tendance, ESN a tenu un séminaire spécifique le 21 novembre 2008 à Bruxelles. Ce séminaire a réuni 30 participants de 20 pays d'Europe, qui ont examiné les tendances actuelles du *commissioning* visant la qualité des services. Les participants se sont concentrés sur la sous-traitance, dans le cadre d'une démarche stratégique de planification des services, lesquels peuvent répondre aux besoins et aux préférences des personnes en portant l'attention voulue aux ressources disponibles.

---

### En quoi consiste le concept *commissioning* ?

Une municipalité/autorité locale qui passe des marchés publics a plusieurs questions à se poser :

1 quels sont les besoins de la population ?

2 quelles sont les préférences de la population ?

3 quelles sont les ressources à disposition pour répondre à ces besoins et préférences ?

4 comment pouvons-nous connaître l'efficacité des services sous-traités ?

Après s'être posés ces questions, elle peut mettre au point une stratégie pour optimiser l'utilisation des ressources afin de répondre le mieux possible aux besoins et préférences de la population.

---

Kai Leichsenring, du European Centre for Social Welfare Policy and Research (Centre européen de recherche en politique sociale), a ouvert le séminaire en présentant une analyse du contexte plus général et en rappelant les moteurs de changement dans les services sociaux et les modèles réglementaires qui se sont développés suite à cette modernisation. La première série de présentations s'est concentrée sur la participation des usagers des services dans la planification stratégique en France, l'accréditation des prestataires de soins indépendants en Finlande et l'inspection des départements municipaux de services sociaux en Écosse.

Les praticiens ont ensuite présenté des études de cas sur l'Espagne, la Pologne et les Pays-Bas pour identifier de quelle manière les municipalités passent leurs contrats avec les prestataires de soins indépendants, comment ces procédures favorisent l'amélioration de la prestation de services et comment les municipalités peuvent gérer le marché local des soins sociaux.

---

### Propos tenus par quelques participants :

**“Ce que je retiendrai de ce séminaire est que la passation des marchés publics doit être en corrélation avec la démarche stratégique.”** Kai Leichsenring, *European Centre for Social Welfare Policy and Research, (Centre européen de recherche en politique sociale)*

**“Pour moi, il s'agit de leadership civique par l'autorité locale qui prend ses responsabilités en vue d'offrir des services de qualité sérieusement”** Steve Wilds, *membre du groupe de travail d'ESN sur les soins de longue durée*

**“Réunir des données fiables me semble fondamental : comment peut-on commencer à planifier des services de façon stratégique pour répondre aux besoins et préférences des personnes âgées sans disposer des données utiles ? C'est un réel problème dans de nombreux pays”** Liz Mestheneos, *Vice-Présidente de Hellas 50+*

---

Visitez la page [www.esn-eu.org/brussels-nov-2008-cfg](http://www.esn-eu.org/brussels-nov-2008-cfg) pour de plus amples informations et les présentations.

### 3. Conférence européenne des services sociaux 2008

La 16<sup>e</sup> Conférence européenne des services sociaux *Déterminer l'avenir des services de proximité en Europe*, s'est tenue à Paris du 2 au 4 juillet, en présence de 475 praticiens, responsables politiques et chercheurs de plus de 30 pays européens et autres.

Cette conférence, organisée par ESN en collaboration avec la Présidence française de l'UE, a reconnu le rôle essentiel que jouent les services locaux dans les communautés en constante mutation, souvent problématiques et parfois divisées dans lesquelles ils travaillent. Les participants ont également examiné les expériences de plusieurs pays européens.

Les 20 ateliers ont traité du renforcement de la cohésion de la communauté locale et ont étudié la dynamique de la relation entre les services publics locaux et la communauté.

---

#### Propos tenus par quelques participants :

**“Les contacts créés ont été tout à fait fantastiques. Nous avons rencontré des collègues de Suède et de France avec lesquels nous resterons en contact parce que nous passons par le même processus dans différents services de l'organisation s'agissant des budgets individuels pour les personnes”** *Jill Guild, Lincolnshire County Council (Conseil de comté du Lincolnshire), UK*

**“Félicitations pour avoir encore une fois organisé une conférence internationale de première classe avec un très bon mélange de séances plénières, d'ateliers et de programme social.”** *Aidan Browne, Children Acts Advisory Board (Conseil consultatif de protection de l'enfance), Irlande*

**“J'ai été très impressionnée par les différents orateurs intervenus en plénière. Globalement, un programme très intensif et parfaitement organisé.”** *Barbara Laminger, ville de Graz, Autriche*

**“C'est l'endroit où il faut être pour établir des contacts, rencontrer des professionnels d'autres pays, pour rencontrer le sud et le nord de l'Europe.”** *Christian Fillet, Association des directeurs des services sociaux de Flandre (VVOS), Belgique*

**“J'ai trouvé que la Conférence et le Forum des projets étaient des événements positifs sur le plan pratique, professionnel et personnel. C'était une occasion intéressante pour une organisation professionnelle du secteur social de mieux faire connaître ses activités.”** *Kevin Pudney, Social Care Institute for Excellence ( Institut d'excellence pour la prise en charge des personnes dépendantes), UK*

**“La conférence a donné un tableau d'ensemble des tendances européennes en matière sociale et a permis d'apprendre de quelle manière les problèmes sont abordés dans d'autre pays.”** *Mario Casini, Région du Frioul, Vénétie, Julienne, Italie*

---

Voir aussi [www.esn-eu.org/paris/fre](http://www.esn-eu.org/paris/fre) pour de plus amples informations et les présentations.

#### 4. Gouvernance

Le Conseil d'administration d'ESN est apolitique et composé de représentants des membres d'ESN, qui sont des associations professionnelles nationales ou régionales de directeurs des services sociaux.

Le Conseil d'administration est responsable de la direction générale d'ESN, ainsi que de sa stabilité financière. Il surveille la mise en oeuvre de la stratégie triennale 2008-10 convenue avec la Commission européenne. En 2008, le Conseil d'administration s'est réuni à deux reprises et à sa réunion générale annuelle le 2 juillet à Paris, il a élu le Président et le Trésorier et a approuvé le rapport d'activité annuel et les comptes de l'année 2007.

En tant que Secrétaire, le Directeur d'ESN administre le secrétariat et est responsable devant le Conseil d'administration. Le Directeur, accompagné du Président élu et du Trésorier constituent le comité d'entreprise d'ESN, qui se réunit tous les trimestres pour analyser le programme opérationnel et la gestion financière.

ESN est soucieux de mesurer la performance et l'efficacité de ses activités et consulte régulièrement ses membres et d'autres parties prenantes. ESN est reconnaissant à Hugh Frazer d'apporter sa contribution comme évaluateur externe.

#### 5. Membres et adhésion

En 2008, ESN a accueilli 11 nouveaux membres dans le réseau. Fin 2008, ESN comptait 58 membres dans 25 pays. Les membres sont entre autres des associations nationales et régionales de directeurs des services sociaux publics locaux, des autorités et organisations nationales et régionales, des associations de représentants locaux élus, des instituts de recherche, des villes et des municipalités. Les associations de directeurs des services sociaux publics locaux ont un rôle spécifique dans le réseau comme membres du conseil d'administration d'ESN et elles sont responsables de sa stratégie globale et de sa mise en oeuvre.

Veillez visiter [www.esn-eu.org/membership-welcome](http://www.esn-eu.org/membership-welcome) pour en savoir plus.

Ceci est une version abrégée de la version anglaise disponible sous [www.esn-eu.org/publications-andstatements](http://www.esn-eu.org/publications-andstatements) à partir du 20 avril.

La version papier non-abrégée (en anglais) peut être commandée par email à [marie.vinet@esn-eu.org](mailto:marie.vinet@esn-eu.org).